THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 84 Septembre 2018

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

Gouvernement et réformes

Mohamed Choucair

Il est normal que le secteur privé demande des comptes aux politiques. Il est impératif qu'il informe l'opinion publique de la situation économique, surtout qu'elle semble échapper à la majorité de nos partenaires politiques et sociaux.

La demande globale est en baisse constante, réduisant les marges des détaillants face aux frais fixes incompressibles. Les prix accusent la charge supplémentaire des taxes et cotisations induites lors de l'application de la chaine des salaires dans le public. Les pertes s'accumulent, le financement devient de plus en plus laborieux, maintes entreprises ont sombré du fait d'une activité de moins en moins rentable.

L'économie est désorientée, le gouvernement sortant ne peut qu'expédier les affaires courantes. La nomination d'un nouveau gouvernement qui prendrait en charge les problèmes économiques occupe depuis des mois la scène publique sans que l'on réussisse à dépasser les obstacles politiques.

Pourtant le Premier ministre sortant a été désigné à la quasi-unanimité. Il avait vécu la crise induite par les déplacés, la conjoncture régionale et le malaise mondial. Il arrive avec un programme de relance capable d'arrêter l'effondrement en marche, mais se heurte à l'exigence irréductible des uns et des autres.

Un gouvernement ou l'effondrement

Nous ne minimisons pas les contingences qui font que telle ou telle exigence empêche la formation du gouvernement. Nous doutons cependant qu'un intérêt partisan, aussi légitime soit-il, puisse se prévaloir face à un intérêt national d'une telle ampleur. La seule explication possible est que la perception du danger fait défaut.

Or le danger existe bel et bien. On a à maintes reprises averti de la ▶▶

p5. Gouvernement et CEDRE: le Liban face à une nouvelle opportunité perdue ?

p7. Anticipation, Investissement et Croissance

p9. Lancement de L'Union libanaise des investisseurs

p11. L'Aéroport international de Beyrouth destiné au partenariat ?

p15. Quelle devrait être la priorité du prochain gouvernement pour relancer l'économie ?

p19. Farid Aractingi : La CCFL en synergie avec les autres acteurs de la coopération France-Liban

p21. Progress and Status of the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) in Lebanon

p23. Dabboussi and Al Asmar signed a "national socio-economic charter»

p25. LED project to increase employment opportunities in south Lebanon

L'index page 2

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

déficience de plus en plus grave de la demande. Dans nombre de secteurs la production est fortement en retrait. D'autres vont obligatoirement suivre. Des restructurations forcées sont en cours. Déjà, on estime que le chômage dépasse les 20% et bien plus au niveau des jeunes universitaires.

Le déficit du commerce extérieur se creuse réduisant les opportunités d'emploi. Sans les ingénieries financières la livre serait menacée. Or ces opérations ont un coût économique qui devient avec le temps prohibitif. Tôt ou tard le moment de vérité va arriver, la réalité économique va s'imposer : faillite ou relance ?

Certaines économies sont reparties suite à une détente des salaires consécutive à une chute de la monnaie. Ce scénario est quasi impossible au Liban. Il n'y a qu'à voir les réclamations quotidiennes des syndicats et corps de métiers pour comprendre qu'une baisse de la livre provoquerait l'implosion de l'économie.

Une seule voie : la relance

Et pourtant tout est en place pour une relance dynamique. Un programme ambitieux d'investissement et de grands travaux n'attend que les réformes que va entamer le prochain gouvernement. La communauté internationale qui a soutenu le projet CEDRE en avril à Paris n'attend que cela.

Les quatre mois de retard sont impardonnables, les réformes auraient dû être amorcées depuis longtemps. On ne peut plus mettre en péril l'économie libanaise quelles que soient les raisons de la résistance des uns et des autres. Ils doivent accepter l'arbitrage de leurs pairs.

Le secteur privé exprime clairement, par la voix de ses représentants, la situation économique ; ce n'est plus le temps des fausses pudeurs. Les syndicats aussi. L'absence d'un gouvernement dans la situation présente est préjudiciable à tous les niveaux, et à terme fatale (cf. l'analyse en page 5).

Les objectifs de la réforme font l'unanimité (cf. l'avis des économistes en page 15). Suivrait immédiatement un programme de grands travaux qui aurait non seulement l'avantage de relancer l'économie mais d'assurer une infrastructure moderne dont le pays a le plus grand besoin.

La voie est pavée pour le partenariat public-privé dont les piliers, en plus de l'infrastructure, sont déjà fortement avancés : la loi cadre votée il y a un an, le financement de 4 milliards de dollars sur les 11 milliards prévus à CEDRE, le lancement de l'exploration de gaz offshore. Tout cela n'attend qu'un gouvernement et des réformes.

INDEX

En français

p3. Actus du mois
p5. Gouvernement et CEDRE : le Liban face à une nouvelle opportunité perdue ?
p7. Anticipation, Investissement et Croissance
p9. Lancement de L'Union libanaise des investisseurs
p11. L'Aéroport international de Beyrouth destiné au partenariat ?
p13. Trois zones industrielles au Liban, un projet en marche...
p15. Quelle devrait être la priorité du prochain gouvernement pour relancer l'économie ?
p17. Les avatars du commerce extérieur
p19. Farid Aractingi : La CCFL ambitionne d'être en synergie avec les autres acteurs de la coopération France-Liban

In English

p21. Progress and Status of the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) in Lebanon
p23. Dabboussi and Al Asmar signed a "national socio-economic charter»
p25. LED project to increase employment opportunities in south Lebanon
p27. CCIAZ at the 7th Agricultural Exhibition in Baalbeck

p29. Lebanon in Figures | **p31.** Upcoming Trainings | **p33.** Exhibitions | **p35.** Business Opportunities | **p35.** Conferences

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

L'AIL et le Conseil des femmes dirigeantes au Liban signent un protocole d'accord

L'Association des industriels libanais (AIL) a signé le 14 août un protocole d'accord avec le Conseil des femmes dirigeantes au Liban (Women Leaders Council of Lebanon) afin de renforcer le rôle de la femme dans le secteur industriel local. Ce protocole d'accord représente « la première pierre posée pour activer le rôle de la femme dans le secteur », a déclaré la présidente du Conseil des femmes dirigeantes au Liban, Madiha Raslan. Nous souhaitons « offrir tout le soutien nécessaire et contribuer à la participation effective de la femme dans différents secteurs économiques, notamment le secteur industriel », a souligné pour sa part le président de l'AIL, Fadi Gemayel.

Accord entre les Chambres de commerce de Beyrouth et de Novorossiisk

La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et celle de Novorossiisk, un important port russe sur la mer Noire, ont signé le 30 juillet un accord permettant de renforcer leur coopération dans plusieurs domaines dont les échanges, le tourisme ou le transfert de technologies. Ce protocole d'accord a été signé en marge de la visite de la délégation russe au Liban dans les locaux de la CCI de Beyrouth et du Mont-Liban durant une rencontre qui a notamment rassemblé le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohammad Lamaa, représentant à cette occasion le président Mohamed Choucair et Julia Rostovakova, vice-présidente de la Chambre russe et en présence du représentant du maire, Pavel Bokosayev. Étaient aussi présents, entourant les membres de la délégation économique russe, des dirigeants libanais ainsi que le directeur général de la chambre, Rabih Sabra. Cet accord conclu entre les deux chambres vise notamment à promouvoir, à développer et à faciliter la coopération dans les domaines du commerce, de l'industrie, de l'investissement, du transfert de technologie entre les secteurs privés des deux pays. La création de partenariats de travail entre les hommes d'affaires des deux bords ainsi que l'échange d'informations sur les entreprises, la promotion des investissements et la fourniture d'informations et de services ainsi que le renforcement des relations bilatérales à travers des visites de délégations est aussi ambitionné. Dans un mot de bienvenue, et après avoir salué les visites bilatérales effectuées entre les deux pays ces dernières années, notamment à l'initiative de Mohamed Choucair, le vice-président de la Chambre a ajouté devant ses hôtes : « Aujourd'hui, nous apprécions fortement votre visite et votre intérêt particulier pour le développement des relations avec notre Chambre par la signature de cet accord de coopération. Nous espérons que cet accord constituera un bon départ pour renforcer la coopération entre le secteur privé et développer les relations économiques entre nos deux pays ».

CMA-CGM inaugure le plus gros porte-container de sa flotte

Au Havre en France, était inauguré le 06 septembre dernier Le Saint-Exupéry, dernier né de l'armateur français CMA-CGM. Mis en service en février dernier sur la liaison entre l'Europe et l'Asie, ce nouveau fleuron de la flotte commerciale est aujourd'hui le plus gros porte-conteneurs au monde battant pavillon français et le troisième mondial de par sa dimension et sa capacité de transport de conteneurs. Le Saint-Exupéry mesure en effet quelque 400 mètres de long, soit l'équivalent de quatre terrains de football mis bout à bout et 59 mètres de large. Il devance même de deux mètres Le Bougainville, autre porte-conteneur de la CMA-CGM mis en service en 2015. Surtout, il peut transporter jusqu'à 20.600 EVP (équivalent vingt pieds), soit, selon le communiqué de presse de CMA-CGM, « une chaîne de 123 kilomètres » de conteneurs les uns à la suite des autres. Son moteur est également conçu pour répondre aux nouvelles normes environnementales : selon le communiqué de l'entreprise, il permet ainsi une « réduction significative de la consommation d'huile (-25%) et de carburant pour une baisse de 3% des émissions CO2 en moyenne ». En matière innovations environnementales, le Saint-Exupéry est en plus équipé d'un système de traitement des eaux de ballast « permettant de rejeter à la mer une eau entièrement débarrassée de tout organisme vivant et pouvant impacter la biodiversité marine. » Troisième transporteur marin mondial, CMA-CGM, est dirigé depuis novembre 2017 par le libanais Rodolphe Saadé, qui a pris la relève de son père Jacques Saade, le fondateur du groupe. Fin juin, le groupe annonçait un chiffre d'affaires de 5,41 milliards de dollars (sur les trois premiers mois de 2018), en hausse de 17,1 % en glissement annuel.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

Participez au concours photos lancé par L'Union européenne au Liban

À l'occasion du 70e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, l'Union européenne au Liban lance un concours photos autour de quatre thèmes principaux : la liberté d'expression, l'égalité des sexes, les droits des réfugiés et la lutte contre la torture. Des thèmes brulants d'actualité qui risquent d'inspirer plus d'un photographe engagé. Pour participer, prenez simplement une photo, publiez-la sur Instagram et assurez-vous de suivre les règles suivantes : ce concours photo est ouvert à toute personne dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et basée au Liban. La date limite pour soumettre vos photos est le 13 octobre 2018. Un jury composé de photographes et de défenseurs des droits de l'homme examinera les soumissions, présélectionnera trois photos par thème et votera pour un gagnant. Si vous parvenez au top 12, vous aurez la chance de dévoiler votre travail le 10 décembre prochain, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, dans une exposition photo qui durera jusqu'au 31 décembre 2018. Alors, prenez votre appareil photo - ou peut-être votre téléphone - et installez-vous pour les droits de l'homme ! Pour plus d'informations : DELEGATION-LEBANON@eeas.europa.eu

Baisse de 8% de la surface moyenne des appartements neufs

L'agence de conseil immobilier RAMCO révèle que la surface moyenne d'un appartement en construction à Beyrouth était de 182 m2 en 2017. C'est 8% de moins par rapport à 2016. L'enquête a été réalisée sur un panel de 269 immeubles en construction dans Beyrouth. Depuis une dizaine d'années, la taille moyenne des logements neufs ne cesse de baisser. C'est l'une des conséquences du ralentissement du marché immobilier dans la capitale. Étant donné que le budget des acheteurs est de plus en plus serré, les promoteurs sont logiquement en train de s'adapter en proposant des surfaces plus petites en espérant que leur produit reste accessible au plus grand nombre d'acheteurs potentiels. « Bien que les promoteurs proposent toujours des logements de trois chambres à coucher, ils sont en train de « gratter » chaque mètre carré sur toutes les pièces, comme les salons, les salles de bain et les chambres. Ainsi, entre 2009 et 2017, la surface moyenne d'un appartement neuf a régressé de 128 m2. C'est l'équivalent d'un appartement à Beyrouth aujourd'hui », explique Raja Makarem, fondateur et PDG de RAMCO. L'autre conséquence de la réduction des surfaces est la multiplication des superficies inférieures à 100 m2. Trente-cinq projets proposent des produits de 50 à 99 m2. Ces appartements d'une chambre à coucher séduisent une nouvelle demande, telle que les célibataires, les personnes divorcées, les jeunes couples et les investisseurs qui mettront ensuite leur bien sur le marché locatif. « La présence des petites surfaces est principalement observée à Achrafieh où 33% des chantiers actuels proposent ce type de produits. Trois projets au centre-ville de Beyrouth vendent des studios à partir de 55 m2. À l'opposé, Beyrouth-ouest semble en marge de cette dynamique. Seulement trois immeubles sur 172 offrent des unités inférieures à 100 m2 », constate Raja Makarem.

ECONEWS
The Chambers Newsletter

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Gouvernement et CEDRE : le Liban face à une nouvelle opportunité perdue ?

Sasha Boutros

Le difficile accouchement du premier cabinet post-CEDRE risque de provoquer un désintérêt parmi les créanciers et compromettre ainsi les aides promises à Paris en avril. En attendant, le pays s'enfonce davantage dans la stagnation économique.

Trois mois après la reconduction du Premier ministre sortant, Saad Hariri, pour former un nouveau gouvernement, le cabinet tant attendu - le premier post-CEDRE - n'a toujours pas vu le jour, suscitant des craintes sur le plan local et à l'international et mettant en péril une économie déjà à bout de souffle.

En visite au Liban fin juillet, le vice-président de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord, Farid Belhaj, a ainsi souligné la « fragilité » de l'économie libanaise, estimant que l'absence d'un gouvernement et l'instabilité institutionnelle du pays paralysaient la concrétisation de plus d'un milliard de dollars de projets de développement déjà approuvés par la Banque mondiale.

Ces projets, qui attendent le feu vert des autorités, risquent d'être annulés si la situation se prolonge, a mis en garde le haut responsable.

L'économie libanaise est en panne depuis sept ans en raison de crises politiques à répétition et de l'impact du conflit qui ravage la Syrie depuis 2011.

Ces trois dernières années, la croissance oscillait autour de 1,1%, contre plus de 9% à la veille du conflit syrien, dans un pays où

PM Rafic Hariri et le président français Emmanuel Macron.

la dette publique culmine à 150% du PIB, le troisième taux le plus élevé au monde après le Japon et la Grèce.

La situation est d'autant plus inquiétante que les investissements directs étrangers, toujours en berne, ont à peine dépassé 2,5 milliards de dollars en 2017 - comparé à 4,4 milliards en 2009, soit 40% de moins - tandis que les transferts d'expatriés - l'un des principaux piliers du modèle économique libanais, et jusque-là plus ou moins intacts en dépit des multiples soubresauts - ont reculé de 7% en 2017, à 7,1 milliards de dollars, contre 7,6 milliards l'année précédente.

Les voyants ont viré davantage au rouge durant la première partie de 2018, comme en témoigne plusieurs indicateurs : baisse de 18% des ventes immobilières au premier semestre, chute de 21% des prêts Kafalat (à fin juillet), recul de 5% des ventes de voitures neuves (à fin juin), hausse de l'inflation (+7,1% à fin juin) et de la dette publique - à 82,5 milliards de dollars fin mai.

Encore plus inquiétant, l'indice PMI (Purchasing Managers' index), élaboré par la BLOM Bank et IHS Markit, a atteint en juillet son plus bas depuis l'élection d'un nouveau chef d'État en octobre 2016. L'indice, qui mesure

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

le niveau d'activité économique – sur la base des nouvelles commandes, de la production, de l'emploi, des délais de livraison et des stocks d'achat - s'est élevé à 45,4 points, un des plus bas niveaux depuis son lancement en 2013.

Les craintes quant à la stabilité monétaire se sont accentuées en parallèle, poussant les banques à offrir des taux inédits sur les dépôts en livres - autour de 10%, soit en hausse de 3 à 4 points de pourcentage par rapport à octobre 2017 – atteignant même 15% dans certains cas.

« Il y a une fragilité, ce n'est pas nouveau, mais elle existe, et il faut y faire très attention », a d'ailleurs averti le vice-président de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient, qui a rencontré, lors de sa visite hautement symbolique au Liban, le président Michel Aoun, le Premier ministre Saad Hariri et le président du Parlement Nabih Berri.

« Le seul moyen d'aller vers une croissance économique durable, c'est d'avancer sur les réformes structurelles qui traînent depuis des années », a-t-il ajouté.

La déception des agents économiques est d'autant plus grande que les espoirs au lendemain la conférence CEDRE étaient très élevés après des années de stagnation.

Ces espoirs ont été douchés avant de céder, de nouveau, au pessimisme, certains craignant qu'un délai supplémentaire dans la formation d'un cabinet supposé - théoriquement - prendre le taureau par les cornes ne finisse par compromettre l'aide cruciale de plus de 11 milliards de dollars accordée en avril à Paris pour sauver une économie structurellement défaillante et largement fragilisée par sept ans d'un conflit voisin.

Quelques 37 États et 14 organisations internationales et régionales se sont engagés le 6 avril à mobiliser environ 11,5 milliards de dollars en prêts et dons en faveur du Liban, dans le cadre de cette conférence parrainée par la France, la quatrième organisée par Paris en deux décennies.

> « SANS GOUVERNEMENT, LA CONFÉRENCE CEDRE EST UNE CHANCE PERDUE »

Contrairement aux autres conférences ayant eu lieu par le passé, ces montants sont toutefois affectés à des projets de développement infrastructurel, dont 10 milliards de dollars déjà validés durant la conférence, dans le cadre d'un vaste plan d'investissement de 23 milliards de dollars sur 12 ans présenté par le gouvernement et visant à moderniser les infrastructures du pays.

Les montants promis ne peuvent être débloqués sans qu'un gouvernement ne soit mis en place.

À elle seule, la Banque mondiale s'est engagée à hauteur de plus de 4 milliards de dollars de financements lors de la conférence CEDRE, soit plus que le tiers du montant global des aides.

La paralysie actuelle porte ainsi non seulement un coup à la confiance placée par l'institution dans le pays mais elle entrave, de surcroît, la concrétisation de plusieurs projets – d'environ 1,1 milliard de dollars - déjà avalisés par la Banque mondiale mais qui attendent d'être adoptés par le gouvernement ou le Parlement.

« Ce serait (...) une grande perte pour tout le monde de voir ces projets arrêtés ou annulés. Nous voulons qu'ils aillent de l'avant aussitôt que possible », a mis en garde M. Belhaj lors de sa visite, le mois dernier, au Liban.

Les craintes liées à l'absence d'un nouveau gouvernement, trois mois après la désignation de Saad Hariri, ont même gagné l'ONU.

Les quinze membres du Conseil de sécurité ont exprimé l'espoir qu'un nouvel exécutif soit formé « rapidement », lors d'une réunion à huis clos le 23 juillet.

« Les membres du Conseil de sécurité se sont engagés à suivre de près la situation au Liban », a indiqué le porte-parole du Conseil.

De son côté, la France, parrain de CEDRE, a également mis en garde contre les retombées des tractations anormalement longues pour la formation d'une équipe ministérielle à Beyrouth. Son ambassadeur au Liban, Bruno Foucher, a averti en juillet dans une interview à *L'Orient-Le Jour* que « sans gouvernement, la conférence CEDRE est une chance perdue ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Anticipation, Investissement et Croissance

Roger Khayat

Comprendre l'économie[1] ! L'entrepreneur est le premier concerné. L'homme d'État l'est encore plus car les politiques publiques qui l'encadrent se répercutent directement sur le progrès de la vie nationale. Malheureusement, pour une majorité des responsables, le politique n'a pas de prise sur l'économique. Chômage et crises seraient ainsi une fatalité à laquelle il faudrait s'accommoder. Avec, comme seule marge de manœuvre, le contrôle de l'inflation. ECONEWS, qui se veut un outil au service de l'entrepreneur, se devait donc d'examiner certaines situations sans s'arrêter aux lieux communs, aux paradigmes connus et incompris, bref, d'aller au fond des choses.

Les « Anticipations » nerf moteur de l'économie

La croissance est la préoccupation majeure des Libanais. L'expérience des années prospères 2007 – 2010 a pour ainsi dire rompu les liens entre l'investissement et la croissance. Il y a eu une très forte croissance sans investissement dans les secteurs de production. Les anticipations ont disparu du jargon économique libanais, remplacées par un optimisme chauvin.

Pourtant l'anticipation de la demande est le fondement de l'Offre au même titre que la propension à consommer ou à investir est le fondement de la Demande. L'anticipation est un phénomène économique, la propension, comme nous l'avons vu dans un article précédent[2], ne l'est pas. Son caractère exogène contribue à sa validité.

L'anticipation est la principale distinction de l'entrepreneur, avant le risque ou l'aptitude à combiner les facteurs. A mesure que l'on est apte à prévoir la demande qu'on réalise le meilleur chiffre d'affaires, la maximisation des profits, l'innovation. L'entrepreneur investit en fonction de ses anticipations. Souvent l'étude de faisabilité d'un investissement ou l'étude de marché ne servent qu'à le conforter dans ses prévisions qui de fait entrainent la décision d'investir.

On dit souvent que les anticipations sont auto-réalisatrices. La construction d'une station touristique à un moment déterminé peut attirer dans la région un mouvement de touristes inconnu auparavant. Ceux qui prendraient à postériori une telle décision en profiteraient beaucoup moins. Il est vrai que cette décision n'est pas sans risque ; mais le calcul du risque est inhérent au métier d'entrepreneur.

Il y a investissement et investissement

Toute chose égale par ailleurs, le capitaliste (individu ou fond de placement) va investir dans le secteur le plus rentable. Il se peut que le dit secteur n'assure pas un emploi intensif ; Au Liban l'industrie de transformation

[1]Cf. Econews 82 p.7 « La propension a consommer dans l'économie libanaise », + Econews 83 p.7 « L'équilibre économique et la formation du capital technique » [2]Ibid 1 Econews 83 p.7

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

assure en moyenne 50 emplois pour un million de dollars de capital investi ; à l'autre extrémité l'industrie financière engage un million de dollars par emploi.

Cela ne veut pas dire qu'un domaine est à priori mieux qu'un autre, mais seulement qu'en période de chômage le pays a intérêt à favoriser les secteurs de travail intensif ; alors qu'en période de surchauffe, le pays a intérêt à favoriser l'investissement dans les secteurs à capital intensif. La majeure partie des Investissements Directs Etrangers que le Liban a connus durant les dernières décennies ont eu lieu dans les secteurs financier et/ou foncier.

Ces deux dernières années, depuis que l'industrie du bâtiment bat de l'aile, on se demande si cela est la conséquence d'une bulle foncière qui s'est développée à la faveur de la spéculation plutôt qu'en fonction d'une demande normale d'habitations et de locaux professionnels. La crise mondiale s'est déclenchée aux Etats-Unis en 2006 dans le secteur du bâtiment ; il semble plutôt que la crise du bâtiment soit déclenchée au Liban par la déflation qui sévit dans le secteur de production et qui s'est fortement accentuée après 2010.

La forte montée du chômage les deux dernières années indique un « désinvestissement » dans les secteurs de production à emploi intensif, compensé ou non dans les secteurs à capital intensif. Cette réserve est motivée par le fait que les dernières statistiques indiquent quand même une croissance positive.

Croissance et Développement

Ces deux aspects de la vie nationale sont souvent mal interprétés. La croissance est la comparaison de deux Produits Intérieurs Bruts consécutifs. Soit l'ensemble des biens et services produits durant l'année au prix du marché. Naturellement il faut déduire le taux d'inflation pour avoir la croissance réelle.

Cette définition s'impose de moins en moins. Aujourd'hui on réalise que l'usage de combustibles économiques mais polluants coute en santé et en salubrité de l'environnement infiniment plus que la croissance qu'il a assurée. En 2008 le Gouvernement Français a chargé une commission d'économistes, de sociologues et autres experts à réviser le fondement de la croissance et à indiquer les paramètres à prendre en considération. La commission plus connue sous le nom « Commission Stiglitz » a présenté son rapport en 2010 « Mesure de la performance économique et du progrès social » alors que le monde était en pleine crise. La Commission était également dirigée par Amartya Sen, connus pour ses travaux sur l'économie sociale, et Jacques Attaly. Le secrétaire de la Commission était le Président Emmanuel Macron.

En Allemagne le Bundestag a créé une commission « Croissance, Prospérité et Qualité de vie » pour établir une mesure plus compréhensive du progrès national. L'Angleterre, l'Italie, les Etats-Unis, le Canada, la Corée du Sud, ont créé des commissions appropriées pour réviser la croissance et l'adapter aux véritables défis du progrès national.

En parallèle le développement est une notion plus confortable. Le développement inclusif, terminologie en vogue depuis une dizaine d'années fait allusion, à l'ensemble du territoire et à toutes les couches de la population. Mais dire qu'elle inclut le long terme est une tautologie. De même le développement durable n'a jamais ignoré les régions et les couches sociales. Depuis 2015 nous assistons à un retour à la notion de « durable » à la faveur des « Objectifs du developpement durable » que les Nations Unies ont lancés pour continuer les « Objectifs du millénaire » qui n'ont pas eu beaucoup de chance du fait qu'à partir de 2009 la crise mondiale a frappé de plein fouet les pays avancés qui contribuaient à l'aide aux pays en voie de développement ainsi que ces derniers dont les objectifs de développement devenaient difficilement réalisables.

Ainsi on peut dire que la « croissance idéale » est celle qui représente l'actualisation la plus efficace du développement. Il ne s'agit plus seulement de l'augmentation du volume des biens et services, mais de la conservation de l'environnement aussi, de la consolidation de la production de sorte que le chômage ne dépasse pas le taux frictionnel, de l'amortissement physique et technologique des infrastructures, de la place accordée à l'enseignement et à la santé, et surtout à la réduction des inégalités et à l'éradication de la pauvreté.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lancement de L'Union libanaise des investisseurs

Marilyne Jallad

En fédérant un réseau mondial d'hommes et de femmes d'affaires du Liban, d'investisseurs et d'expatriés libanais partageant une même vision économique, l'association ambitionne de relancer l'investissement au Liban. Son président, l'homme d'affaires Jacques Sarraf nous parle de ce projet co-initié avec le président de la Fédération des chambres libanaises de commerce, Mohamed Choucair.

Qu'est-ce qui vous a poussé avec Mohamed Choucair, à créer cette association ?

Les hommes d'affaires libanais et l'État ont en général des positions diamétralement opposées. Les réunions des investisseurs libanais se concentrent d'ailleurs le plus souvent sur les problèmes rencontrés avec le pouvoir public. Aussi, les désaccords entre les hommes d'affaires et l'État font que leur relation ressemble le plus souvent à un dialogue de sourds. Des efforts ont alors été entrepris par les chambres de commerce, les associations et les organisations économiques pour résorber autant que possible les choses mais sans vraiment penser sur le long terme. Mais suite aux évolutions économiques, politiques et sociales observées au Liban, la situation et le sentiment de la communauté économique - à savoir les hommes d'affaires et les investisseurs - ont évolué. Ils sont désormais appelés à participer à la prise de responsabilité au niveau national. C'est cette prise de conscience qui, avec le président Choucair, nous a permis d'élargir progressivement notre dialogue et de tomber d'accord sur le fait que le véritable partenariat entre l'État et les hommes d'affaires est la base de tout développement et progrès de l'économie. L'État libanais a donc un grand intérêt à attirer des investisseurs étrangers et nous l'aiderons à le faire. Ce jour-là seulement, nous pourrons nous dire que nous avons déployé tous les efforts en faveur de l'économie nationale en contournant toutes les divisions politiques et utilisé toutes les énergies disponibles dont celle des Libanais de la diaspora, ces investisseurs globaux. J'invite donc au rêve mais je préviens : les Libanais résidant à l'étranger sont issus d'une culture qui applique et respecte les lois et protège les investissements dans les pays hôtes. Or, si cela n'est pas possible au Liban, nous ne parviendrons pas à les persuader d'y investir !

Que pensez-vous des millions de Libanais dispersés dans le monde et comment voyez-vous leur coopération avec les Libanais du Liban ? Peut-on dire que ce réseau est une aubaine qui accompagne les efforts entrepris par le gouvernement sortant pour attirer et rapprocher la diaspora ?

Nous considérons leur émigration comme une ressource intellectuelle, financière et scientifique de grande valeur. D'ailleurs, nous sommes ravis que l'État libanais et les dirigeants politiques aient commencé à gérer la richesse des expatriés sur des bases opérationnelles, leur donnant ainsi le droit de récupérer leur citoyenneté et de participer aux élections législatives, même si nous reconnaissons que des progrès restent à faire. Nous soutenons ces actions et pensons qu'il est de notre devoir en tant qu'investisseurs résidants de retrouver le gouvernement et le Parlement à mi-chemin. Au cours de ces cinq dernières années, nous avons observé l'évolution de la relation et avons constaté que le Premier ministre Saad Hariri a joué un rôle constructif avec les Libanais vivant dans les

Jacques Sarraf et Mohamed Choucair.

pays arabes et du Golfe pour les inciter à participer à la reconstruction du Liban. Nous avons aussi pris note des résultats encourageants suite aux efforts déployés par le président du Conseil Nabih Berry avec les Libanais d'Afrique et dans les pays africains ainsi que leur retombées positives sur l'économie libanaise. Sans oublier de citer la conférence dédiée aux émigrés libanais, le « Lebanese Diaspora Energy forum (LDE) » initié par le ministre des Affaires étrangères, Gebran Bassil, et dont la dernière édition s'est tenue à Beyrouth sous le patronage du président de la République. Avec le président Mohamed Choucair, tous ces indicateurs nous ont encouragé à lancer l'Union libanaise des investisseurs (Global Lebanese Investors) pour rassembler nos potentiels d'investissement au Liban et à l'étranger et les mettre ainsi au service de la promotion de l'économie

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

nationale à travers les grands projets attendus après la formation du gouvernement, et ce sur la base des résultats de CEDRE.

Comment définissez-vous l'Union libanaise des investisseurs ? Quel est l'intérêt principal de cette nouvelle plateforme et comment fonctionne-t-elle ?

L'Union libanaise des investisseurs a été créée après des mois de concertations et de discussions approfondies initiées par la Fédération libanaise des chambres de commerce et visant à créer un réseau mondial d'hommes d'affaires, d'investisseurs et d'expatriés libanais. Son objectif est de rassembler des investisseurs qui partagent une vision économique commune ainsi que des valeurs et des préoccupations nationales. Certains, parmi les adhérents, ont déjà démarré le travail, celui de rassembler près de 100 investisseurs vivant au Liban, un chiffre qui est aujourd'hui presque atteint. Le mécanisme de participation de chaque adhérent permettra de mettre en place des fonds d'investissements pour financer et mettre en œuvre de grands projets d'infrastructure, en partenariat avec l'État libanais, sur la base des PPP. Cette Union offrira aux investisseurs du Liban et aux expatriés un cadre global et une garantie basée sur des critères scientifiques d'acceptation des membres. L'association est aussi soucieuse de mettre en œuvre des projets d'intérêt public au service de l'économie nationale et du peuple libanais. Elle souhaite également protéger les investisseurs et assurer leur succès et leur continuité.

Quelles sont les conditions d'adhésion ?

Toute femme ou homme d'affaires a le droit d'adhérer s'il remplit les conditions requises dont une contribution financière qui permettra de soutenir les fonds d'investissements. Les demandes d'adhésion font l'objet d'une étude sérieuse au sein du Conseil d'administration et, si elles sont acceptées, l'adhésion d'une

Jacques Sarraf.

année est renouvelable si les conditions sont toujours remplies. Nous voulions être fermes dans la gestion de l'Union et dans le mécanisme de prise de décision car nous souhaitons obtenir une position de leader dans la vie économique nationale et dans l'avenir de l'investissement pour les Libanais. Ceux qui souhaitent de plus amples informations, notamment sur la création et le statut de l'Union, ils peuvent les trouver sur le site de la Fédération des chambres de commerce libanaises en quatre langues : arabe, anglais, français et espagnol.

Quel rôle joueront les investisseurs expatriés au sein cette Union ?

Ils seront de véritables partenaires ! Nous serons réunis depuis l'adhésion dans une même association, unis autour des mêmes objectifs et partageant les responsabilités et les informations. Selon les statuts de l'Union, des antennes de l'association seront ouvertes dans tout pays ou région où le besoin se fera sentir. Le président du bureau de représentation sera mon vice-président et afin qu'il puisse avoir une marge de manœuvre et une forme d'autonomie, une partie des pouvoirs du président lui sera déléguée.

Vous avez été choisi pour présider l'Union dans sa phase fondatrice. Combien d'années durera votre mandat ?

Je voudrais d'abord remercier les investisseurs libanais pour la confiance qu'ils ont bien voulu accorder à cette Union. Nous avons d'ailleurs été agréablement surpris par leur intérêt et leur adhésion, ce qui prouve bien que cette association est très sérieuse, transparente et moderne en termes de communication, d'ouverture, d'observation et de démocratie. Mon dernier remerciement va au président Choucair qui a souhaité que je sois président dans cette première étape. Notre première préoccupation est de nous pencher sur les fondements de l'Union dans sa phase fondatrice qui s'étendra sur quatre ans. Nous sommes confiants quant au lancement de fonds d'investissements qui rassemblent et incitent les Libanais du Liban et les investisseurs à investir dans des projets communs avec les secteurs public et privé. Nous avons d'ailleurs commencé à développer les mécanismes pour construire une base d'informations sur les opportunités d'investissement au Liban. L'Union disposera aussi d'un département administratif efficace qui travaillera à partir de Beyrouth en tant que cellule de travail continue et obligatoire pour toute personne demandant des informations liées aux investissements au pays du Cèdre. Je ressens enfin une grande responsabilité à l'égard des générations à venir, nous n'avons pas le droit de les décevoir. Il nous faut établir et fournir un cadre à l'économie libanaise et aussi aux résidants et expatriés, afin de transformer le sens de l'émigration et qu'elle ne soit plus liée aux guerres et à la faim. Notre ambition est que l'Union fasse la promotion de la solidarité entre les résidents et les investisseurs et donne à l'économie une impulsion qui puisse se traduire par une augmentation de la production et de l'emploi, de la croissance et de la prospérité.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

L'Aéroport international de Beyrouth destiné au partenariat ?

Marilyne Jallad

Le projet d'une expansion de l'AIB est sur toutes les lèvres avec la création d'un second Terminal apte à accueillir 6 millions de passagers additionnels. On murmure aussi que l'aéroport serait destiné dans ce cadre à un partenariat public-privé. Ziad Hayek, le secrétaire général du Haut Conseil pour la privatisation et les partenariats (HCP) a reçu Econews au Sérail.

Dans la file qui mène à la douane, les voyageurs suffoquent et râlent. L'attente est interminable. L'AIB est en surcapacité, avec 8,2 millions de passagers en 2017, alors qu'il a été conçu pour 6 millions de personnes au maximum par an. Un nombre vite dépassé, en particulier l'été où l'affluence explose, avec les fêtes religieuses, les allers venus des expatriés et les transits de voyageurs syriens depuis la guerre en Syrie et l'embargo occidental sur l'aéroport de Damas.

Cerise sur le gâteau, la climatisation est en panne dans toute l'aile Est de l'aéroport depuis le mois de juillet.

« Effectivement l'AIB a été conçu pour accueillir un maximum de 6 millions de passagers et nous passons rapidement à 8 millions », reconnaît Ziad Hayek, secrétaire général du Haut Conseil pour la privatisation et les PPP (HCP). « Nous sommes face à un grand problème, nous n'avons pas fait d'investissements en ce sens et la maintenance de l'aéroport laisse désormais à désirer », poursuit-il.

« Le problème est surtout financier. Les revenus de l'aéroport vont directement au Trésor. Or il ne reste aucun centime susceptible d'être réinvesti pour financer une nouvelle infrastructure. Avec le temps, nous avons accumulé beaucoup de retard et l'état de l'aéroport en a pâti », explique le responsable.

Etude de Dar Al Handassah d'extension de l'aéroport.

Ziad Hayek, secrétaire général du Haut Conseil de la privatisation et des partenariats.

Plan d'urgence

Selon lui, « 160 millions de dollars sont nécessaires pour réhabiliter l'actuel terminal et augmenter sa capacité à 8 millions de passagers et financer la maintenance des équipements existants ».

En février 2018, le conseil sortant des ministres avait approuvé le budget d'un plan d'urgence de 18 millions de dollars pour rénover les airs conditionnés ou encore les tapis à bagages. « Ce n'est que le 14 août 2108 que le budget a été versé », indique Ziad Hayek.

Pour information, ces fonds du

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

gouvernement ont été versés directement au Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) qui est chargé d'assurer la transparence et la bonne allocation de ces sommes.

Un partenariat public-privé pour construire le Terminal 2

Un partenariat public-privé est aussi envisagé pour construire un deuxième terminal (et les axes routiers) qui permettront d'y accéder. Le coût total du projet est estimé à 500 millions de dollars. Cependant à l'heure actuelle, on ne sait pas encore si les axes routiers seront inclus dans le PPP.

« Une étude de faisabilité effectuée par le groupe Dar Al-Handasah vient d'être achevée et elle a été approuvée par le conseil sortant des ministres en mai 2018 », poursuit le secrétaire – général du HCP. Cependant le responsable prévient : « Ce plan directeur ne pourra pas être mis en place tant que le plan d'urgence n'aura pas été appliqué ».

« Pour l'instant, le Haut conseil de la privatisation et des PPP a

signé un contrat de conseil avec la Société financière internationale (SFI). Cette dernière est d'ailleurs en train de recruter actuellement des consultants techniques et juridiques pour ce projet (…). Une fois encore, ceci est indépendant du plan d'urgence », explique-t-il aussi.

Et quel sera le rôle de la Société financière internationale ?

« En tant que conseillers de ce projet d'extension, la SFI aura pour rôle de valider l'étude de Dar Al-Handasah, de faire une étude de faisabilité financière du projet d'extension. La SFI nous aidera aussi à mettre en place le cahier des charges », énumère Ziad Hayek.

« Cela prendra près de deux ans », ajoute le dirigeant qui se veut réaliste quant aux délais nécessaires d'obtention de nouvelles infrastructures aéroportuaires.

En ce sens, il a déploré qu' « au Liban, nous avons l'habitude de vouloir aller vite. Or qui va piano, va sano » comme l'affirme le responsable reprenant un adage connu de tous mais pas toujours appliqué.

Des blocages ? Ziad Hayek confirme en clôture : « Il n'y a aucun blocage, ce projet est sur les rails, il faut juste donner du temps au temps ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Trois zones industrielles au Liban, un projet en marche…

Le Liban bénéficiera d'ici 2022 de trois zones industrielles, un stimulant économique et une aide apportée aux industriels qui peinent à trouver des terrains à des prix abordables et avec l'infrastructure adéquate. Pour nous parler de leur mise en place et de l'avenir, le directeur général du ministère de l'Industrie, Dany Gédéon, à l'origine de ce projet qui a démarré par une étude conjointe du ministère avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Econews a aussi rencontré Michel Sayyah, le président du comité en charge des parcs et des zones industrielles à l'Association des industriels libanais (AIL).

« Les trois zones industrielles qui devraient voir le jour d'ici 2022 – à Terbol-Kossaya dans la Békaa centrale à Zahlé, à Baalbeck dans la Békaa nord et au Kaa dans la Békaa nord – ont fait l'objet d'une étude entamée il y a trois ans par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le ministère libanais de l'Industrie qui a pris fin récemment. Elles peuvent désormais être mises en place et stimuler ainsi la croissance économique et la création d'emplois dans les régions concernées », soutient le directeur général du ministère de l'Industrie, Dany Gédéon. « Le financement pour l'exécution du projet est aussi disponible, il reste juste quelques signatures de prêts bancaires à faire valider par le Conseil de la reconstruction et du développement (CDR) chargé par le gouvernement de la supervision », indique-t-il. « La construction de ces trois zones industrielles n'est que la première phase d'un grand projet prévu par le ministère de l'Industrie visant à transformer le contour du Liban tout au long des frontières en créant des zones industrielles connectées par des chemins de fer et des pipelines de gaz, le tout relié avec les ports », poursuit le responsable du ministère.

Venir en aide aux industriels

« Il est difficile de démarrer une activité commerciale au Liban. Les prix des terrains des 140 zones industrielles privées déjà existantes sont élevés, c'est pourquoi, il y a plus de six ans, j'ai eu l'idée de concevoir ce plan que le ministère de l'Industrie a parrainé et qui pourra aider les industriels », explique Dany Gédéon. « Plus d'une centaine de petites entreprises viendront s'installer dans ces zones car le prix de location de parcelles – les terrains appartenant aux municipalités - y sera raisonnable et la qualité des infrastructures élevée », assure-t-il.

Membre actif depuis 1998 de l'Association des industriels libanais (AIL), Michel Sayyah le président du comité en charge des parcs et des zones industrielles auprès de l'AIL, s'est pour sa part dit « heureux d'œuvrer main dans la main sur ce projet avec Dany Gédéon » dont il salue « le travail efficace à la direction générale du ministère ».

Michel Sayyah a succédé il y a deux mois au député de Zahlé Michel Daher à la tête du comité. Il suit ce dossier avec dévotion et professionnalisme depuis des années notamment auprès de son prédécesseur.

Retour sur l'étude de l'ONUDI et du ministère de l'industrie qui a coûté 1 million d'euros

« Il y a trois ans, le conseil des ministres validait l'étude du projet de zones industrielles », se remémore Dany Gédéon. « L'étude de faisabilité a coûté 500 000 euros pour les deux

zones industrielles de Terbol-Kossaya dans la Békaa centrale à Zahlé et celle de Baalbeck dans la Békaa nord - une coopération italienne à travers l'ONUDI », indique le directeur général du ministère. « 500 000 euros supplémentaires sont actuellement consacrés à la fin de l'étude de la troisième zone, celle de Kaa dans la Békaa nord à la frontière syrienne – elle était initialement prévue à Jleilyé au Chouf - un projet finalement abandonné et remplacé par Kaa », poursuit Dany Gédéon. L'étude des zones a été effectuée par le bureau d'architecture et de planning Khatib & Alami avec un financement de l'ONUDI et du ministère de l'Industrie.

Avantages de ces zones industrielles

« Développement rural, décongestionnement de la capitale, création de nouveaux emplois, réduction de l'émigration locale et amélioration de la situation économique font partie des avantages que vont générer ces zones industrielles », souligne Dany

Gédéon.

« Les terrains sur lesquels elles seront construites appartiennent aux municipalités et sont vierges. Leurs superficies n'ont jamais été utilisées, ce qui fait qu'il n'y aura aucune entrave environnementale ou au niveau des habitations », explique-t-il.

« Tous les acteurs concernés y trouveront leur compte et cela réduira le poids onéreux qui pèse jusqu'à ce jour sur les épaules de l'industriel lorsqu'il souhaite obtenir un terrain en ville ou dans la périphérie pour installer son industrie », rappelle le responsable.

« Les superficies à louer sur chaque zone auront des prix très abordables », précise Michel Sayyah ajoutant que « cela permettra d'attirer un plus grand nombre d'industries ». Et le directeur général du ministère d'ajouter : « Le prix de location sera même plafonné pour être certain qu'il sera très compétitif ».

En bref, tout le monde sera gagnant : la municipalité profitera des taxes et des locations des terrains pour renflouer un peu ses caisses, et l'industriel déboursera moins tout en développant son réseau.

Combien d'emplois seront générés ?

Selon l'étude de l'ONUDI, des emplois directs et indirects sont prévus dans chaque zone industrielle. La superficie de Terbol-Kossaya estimée à 1 840 663 mètres carrés générera 2996 emplois directs et 16 849 indirects. Celle de Baalbeck, s'élevant à 512 198 mètres carrés, devrait quant à elle créer 931 emplois directs et 2429 indirects. Aucun chiffre n'a pour l'instant été avancé concernant la troisième zone au Kaa dans la Békaa Nord qui en est encore à l'étape d'étude par l'ONUDI.

Chaque zone aura une industrie qui lui est propre. Le choix des industries dépendra notamment de la proximité avec la zone d'habitation pour éviter les risques d'ordre environnementaux et sanitaires. « Là où on trouvera une cimenterie, il n'est pas question d'avoir une industrie alimentaire », explique à titre d'exemple le responsable de l'AIL. Chacune sera divisée en cinq zones d'activités dont des industries environnementales, de cimenterie, de plastique, etc.

L'étude de l'ONUDI a aussi permis d'évaluer la qualité de l'air, le bruit et la pollution, les infrastructures (routes, transportations,.), eaux, notamment usées, ou encore les besoins en électricité dans les régions en question. L'énergie solaire et éolienne est aussi envisagée.

Les fonds pour l'exécution sont disponibles

« Les fonds prévus pour l'exécution du projet ont été adoptés lors d'une réunion récente datant du 12 juillet qui s'est tenue au CDR en présence de membres du Fond européen de développement (FED), du ministère de l'Industrie, du Conseil de développement et de la reconstruction (CDR), de l'European Investment Bank (EIB), de l'European Bank for reconstruction and développement (EBRD), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), de la Banque d'Italie qui sont les acteurs qui financent actuellement la mise en place de ces zones », affirme Michel Sayyah.

À propos de cette réunion, Dany Gédéon dit : « C'était la première réunion large à laquelle participait l'AIL. Nous avons mis au mieux en valeur la coopération public-privé ».

Il précise aussi que « le total du financement de l'exécution du projet des trois zones industrielles s'élève à 120 millions de dollars - soit 105 millions d'euros - dont les prêts sont répartis comme suit :

- 7 millions d'euros reçus par la Banque d'Italie, ratifiés par le Parlement et le CDR.

- 52 millions d'euros reçus de l'European Investment Bank (EIB), en attente de la ratification du Parlement et du CDR.

- 46 millions d'euros de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en attente de l'accord du Parlement et de la signature du CDR.

« Cependant le total des fonds n'est pas encore disponible car il manque encore les signatures du CDR, l'institution que le gouvernement libanais a autorisé depuis début 2018 à superviser ces accords », explique le directeur général du ministère. Il se dit cependant confiant quant à l'obtention de ces signatures d'ici fin 2018, début 2019.

Un projet concret

Est-il certain que le Liban verra un jour ces zones industrielles s'implanter ? Ou seront-elles remises aux calendes grecques comme presque tout au pays du Cèdre ?

« Ces zones industrielles ne seront pas bloquées car la relation privilégiée existant avec et entre le directeur général du ministère de l'Industrie et tous les acteurs concernés par ce projet perdure, et ensemble nous travaillons étroitement avec des objectifs communs », assure Michel Sayyah. « Deux ministres se sont succédés et cela n'a pas empêché le bon déroulé de l'étude de faisabilité de ces zones industrielles de se poursuivre sous l'œil bienveillant de Dany Gédéon », soutient-il.

S'il estime que « les Libanais devraient être plus sensibilisés sur les avantages des zones industrielles », il tient à saluer « la prise de conscience de l'État libanais quant à l'importance de développer nos industries et pas seulement de miser - comme c'est le cas depuis trente ans déjà - sur le secteur tertiaire et le tourisme en particulier ».

« Ce projet est concret et c'est le premier à l'être parmi tant d'autres », conclut Dany Gédéon qui assure que 2022 marquera la fin des travaux et la naissance de ces trois zones industrielles, une réponse au développement rural et aux nouvelles offres d'emploi.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Quelle devrait être la priorité du prochain gouvernement pour relancer l'économie ?

Réforme de l'électricité, réduction des coûts opérationnels, facilitation des échanges externes, amélioration de l'environnement fiscal des PME... trois économistes dressent les actions prioritaires à venir pour faire repartir la croissance.

Sami Nader : réformer l'électricité pour combler 40% du déficit budgétaire

« Compte tenu du sombre constat commun quant à la dette publique, au déficit budgétaire et à celui de la balance des paiements, sachant que le jumelage de ces deux derniers est très dangereux, il faudrait couper dans les dépenses et alléger le déficit du budget en réformant avant tout l'électricité », préconise l'économiste et analyste politique Sami Nader. « Il s'agit de le faire au plus tôt et sans solution provisoire », martèle l'expert. « Cela permettrait ainsi une relance de l'économie libanaise, avec un impact positif sur les finances publiques et sur le secteur privé, sachant que le secteur de l'électricité constitue 40% du déficit budgétaire ». Dans ce contexte, la conférence CEDRE est « une chance à ne pas rater » estime l'économiste. Et l'analyste de rappeler les propos de l'ambassadeur de France au Liban Bruno Foucher, le 15 juillet dans une « remarquable interview » à L'Orient-Le Jour : « Durant la conférence économique de Paris le 6 avril dernier, General Electric a présenté un projet pour le Liban : donner de l'électricité 24h/24 à un prix moins cher que ce que coûte actuellement les générateurs au Liban ». Pour Sami Nader ce projet « peut être mis en place dans des délais très courts ».

Nassib Ghobril : l'impératif de réformes structurelles pour réduire les coûts opérationnels sur le secteur privé

Pour Nassib Ghobril, l'économiste en chef et directeur du département de recherche à la Byblos Bank, la priorité du prochain gouvernement doit être la relance de l'économie par des réformes structurelles. « Il s'agit d'encourager la croissance à travers la réduction du fardeau des coûts opérationnels du secteur public sur l'économie libanaise », assure l'économiste, mentionnant un sondage du World Economic Forum où sont pointés du doigt les obstacles à un climat des affaires sain, à savoir : « l'instabilité politique, la corruption dans le secteur public, l'infrastructure défaillante et les difficultés administratives - délais d'attente, coûts, opacité, etc. Mais aussi, le manque de clarté de la politique économique et financière et les taux d'inflation et d'imposition ».

Nassib Ghobril appelle aussi à l'amélioration du climat d'investissement et des affaires pour une meilleure compétitivité de l'économie. « Dans son rapport annuel L'Investment Global Index du World Economic Forum classe le Liban 105e sur 137 pays. Ce résultat indique que 77% des pays devancent le Liban en termes de compétitivité. Tandis-que plus de 70% des pays ont un climat des affaires plus propice que le Liban d'après la Banque mondiale », déplore-t-il.

À l'instar de Sami Nader, il estime que la priorité numéro deux est « la réduction des besoins d'endettement du pays

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

à travers la réduction du déficit budgétaire et donc des dépenses publiques ». Pour Nassib Ghobril il faut « améliorer les recettes sans augmenter les impôts ou en imposer de nouveaux car l'économie en général ne le supporterait pas ». « Cela avait été le cas l'année dernière avec des impositions sur la consommation, les revenus et les bénéfices qu'il ne fallait pas décider en temps de ralentissement économique », rappelle-t-il.

« L'importance de CEDRE, où 11,2 milliards de dollars ont été mobilisés par la communauté internationale, entre dans ce cadre parce qu'il y a un besoin urgent d'améliorer l'infrastructure et le Liban n'a pas les ressources financières de le faire car le pays ne doit pas s'endetter davantage », prévient l'économiste. « Mais les pays donateurs ont de grandes attentes : le Liban doit impérativement mettre en place les réformes sectorielles, macro-économiques et budgétaires pour pouvoir recevoir ces fonds et augmenter sa capacité d'absorption ».

« Pour mettre en place ces réformes, nous avons besoin d'une volonté politique commune au-delà des divisions partisanes », poursuit Nassib Ghobril indiquant que « les opportunités perdues de croissance et d'investissement au Liban s'élèvent à 21 milliards de dollars entre 2011 et 2017 en raison du ralentissement de la croissance durant ces mêmes années qui est passée de 4,5% annuel entre 2001 et 2010 pour atteindre en moyenne 1,5% par an entre 2011 et 2017 ».

Roger Melki : à problème complexe, priorité complexe

« Notre crise actuelle n'est pas uniquement politique, bien sur l'élément politique est important, mais elle est surtout le résultat de plusieurs facteurs dont le politique mais aussi la mauvaise gouvernance publique, l'inadaptation de l'économie libanaise aux changements internationaux, l'insuffisance et le recul des investissements, les prises de solutions impulsives (politique monétaire) et la très faible attractivité de l'environnement des affaires », constate de son côté le consultant et économiste Roger Melki. Face à cette complexité, il appelle en premier lieu le prochain gouvernement à « limiter ses ambitions » et en second lieu à « améliorer l'environnement des affaires en facilitant la création, la gestion et les opérations des échanges externes et l'environnement fiscal des PME ». Le prochain cabinet devra ensuite « travailler à une meilleure gestion des déchets solides et des eaux usées, préserver notre patrimoine naturel et culturel et aller vers des projets et des industries du savoir et de la culture », estime Roger Melki. Enfin, il faudra « redonner aux entrepreneurs libanais l'appétit de s'investir dans un pays qui dispose toujours de grands atouts, principalement son environnement culturel, sa dynamique diaspora et un savoir-faire qui a longtemps été un modèle dans la région », ajoute l'expert.

Contrairement à Sami Nader et Nassib Ghobril, Roger Melki considère l'engagement du Liban dans CEDRE comme « surdimensionné », les besoins du Liban en infrastructures n'étant selon lui « pas si urgents et importants ». Pour l'analyste, il est plus prioritaire de « gérer et de maintenir l'infrastructure existante ». Sur ce point, il donne comme exemple le secteur de l'eau : « Même si nous triplons les ressources en eau, le consommateur verra certes une petite différence, mais tant que nous n'avons pas de compteur d'eau et que l'eau usée n'aura pas été traitée ce n'est pas la peine de penser à construire des barrages ». Par ailleurs, selon lui, « le secteur public n'a pas la capacité technique et de gestion pour entamer la gestion et l'exécution de 1,8 milliards de dollars par an prévu par CEDRE pour les projets d'infrastructure. « Avant la tenue de CEDRE, la capacité de l'État à dépenser en infrastructures ne pouvait pas dépasser les 200 millions de dollars par an », indique-t-il. Il cite comme autre exemple l'échangeur de Jal El Dib : « Cela fait plus de quatre ans que ce projet est en préparation alors qu'il ne s'agit que de la construction d'un pont. Alors qu'en serait-il pour le programme de CEDRE ? »

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les avatars du commerce extérieur

Roger Khayat

Les fantômes du protectionnisme renaissent de toute part. Rejeté depuis la Seconde Guerre mondiale comme une maladie du tiers monde, le protectionnisme revient à l'avant de la scène dans un climat hautement conflictuel. Que nous réserve l'avenir ?

Les pays industriels ont lutté plus d'un demi-siècle pour établir l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce), qui a succédé au GATT (Accord mondial sur les tarifs et le commerce) comme garant de la liberté et de la fluidité du commerce extérieur, et qui, depuis 20 ans, a réussi à réduire encore les droits de douanes dans les PVD et à assurer l'ouverture totale des pays avancés.

La logique du GATT et de l'OMC

Le GATT trouvait ses titres de noblesse dans la théorie des « avantages comparatifs » de Ricardo. L'ouverture des marchés devait permettre aux pays partenaires d'optimiser leurs ressources et d'améliorer leur productivité. Voilà pour la théorie.

En pratique, les États-Unis, champions du GATT, sont sortis de la Seconde guerre mondiale avec une industrie intacte, fortement soutenue par l'effort de guerre, et des moyens financiers illimités. Il est difficile de dire si le dollar s'est imposé comme monnaie unique internationale grâce à l'ouverture des économies ou si le succès du GATT fut motivé par la domination de la devise américaine.

Une décennie plus tard, l'Europe était redevenue exportatrice et soutenait résolument le GATT. Dans les années 70, la perception du Japon était totalement modifiée

et le pays devenait un concurrent sérieux des États-Unis et de l'Europe. Les pays du tiers monde cherchaient à s'industrialiser et offraient des conditions très avantageuses aux IDE (Investissements directs étrangers) pour réduire l'exportation des matières premières nécessaires à l'importation des produits fabriqués.

Les pays industriels produisaient pour le reste du monde. Avec l'accélération de la concurrence, ils ont découvert la « sous-traitance », et plus tard la « cotraitance », pour améliorer leurs prix de revient. Le Japon fut le premier à investir massivement dans le sud-est de l'Asie. Avec l'avènement de l'OMC, ce circuit est devenu mieux réglementé et mieux protégé.

La pierre d'achoppement du commerce extérieur

Avec la montée en force de la Chine dans le commerce international, les déficits se sont accentués dans les pays industriels et les dettes extérieures se sont accumulées. L'Europe a eu fortement recours aux TBT (Barrières techniques au commerce) pour ne pas dénoncer les accords de libre-échange. Les États-Unis ont fait régulièrement pression pour la réévaluation du Yuan, apparemment sans succès suffisant.

D'après la formule « Mundell-Flemming », qui a connu une très large confirmation dans le monde, quand deux pays partenaires présentent un équilibre de libre-échange, si la productivité de l'un

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

dépasse celle de l'autre, le pays qui accuse un retard doit s'empêcher de suivre l'augmentation des salaires appliquée dans le premier, ou accepter une dépréciation de sa monnaie.

Pour les Etats-Unis, l'excédent commercial de la Chine devait se traduire par une augmentation du niveau de vie suffisant pour rétablir l'équilibre ex-ante. Or la Chine n'était pas en concurrence avec les États-Unis, mais avec l'ensemble des pays émergents, et ne voulait pas risquer sa forte croissance. Le Japon était un exemple suffisant. Dans ce domaine comme dans d'autres, la politique de la Chine se distingue par la mesure.

Le déficit de la balance commerciale se traduit par moins de production, moins d'opportunité d'emplois et moins de croissance réelle. Si, en plus, le pays connait un chômage important, il doit prendre des mesures ou se résoudre à rétrograder dans le rang des nations.

L'analyse du déficit ou de l'excédent se fait généralement dans les pays industriels sur le mouvement des biens et services. Désormais les services occupent plus de la moitié des exportations dans les pays avancés. Le « compte-courant » dans son ensemble n'est pas significatif de l'activité du pays car il incorpore dans les pays avancés un ratio important de revenus des investissements et placements à l'étranger et dans les pays du tiers monde le transfert des travailleurs à l'étranger.

Le leadership américain

Beaucoup de pays ont contesté et/ou contestent les déficits du commerce extérieur. Ceux qui bénéficient de l'excédent parallèle ne les contestent pas. Mais ils devraient, car l'excédent n'a pas que des vertus. Ce sont les droits de douane que les États-Unis veulent imposer sur certains produits et face à certains pays qui ont provoqué un tollé général. Pourtant, personne n'a de solution de rechange.

Sur le plan interne, le déficit que supportaient les États-Unis était générateur d'un chômage inacceptable dans la culture américaine, où 4% était considéré comme un taux d'intervention (Humphrey-Hawkins Full Employment Act, 1979). Le fait est que le chômage a provoqué aujourd'hui une intervention musclée sur laquelle on aurait tort de porter un jugement.

Le fait est que le déficit commercial ne pouvait durer sans porter préjudice à l'économie américaine. Que les taux de 10% et/ou de 25% soient trop ou pas assez élevés est un détail à partir du moment où la nouvelle flexibilité permet un ajustement. Les hommes du Sérail ont préféré subir le préjudice plutôt que de dénoncer les accords. Le style « entrepreneur » a invité à la négociation, et, à défaut, ils ont pris les mesures qui s'imposent.

L'OMC va-t-elle récupérer le jeu ?

Ce serait dommage que le monde se retrouve au milieu d'une guerre des tarifs préjudiciable à tout le monde. Certainement moins préjudiciable toutefois que les déficits qui s'accumulent structurellement et qui nourrissent les crises économiques et les dissensions politiques.

En fait, il ne suffit pas de lutter farouchement pour l'ouverture des économies et de prévenir la formation des oligopoles. Il faudrait prémunir le commerce international contre d'autres sources de déséquilibre, plus préjudiciables encore, en prenant l'initiative de recommander la protection jusqu'à l'extinction des causes du déficit.

Il faudrait surtout généraliser la balance des biens et des services, et chercher à instaurer les facteurs d'équilibre à long terme, indépendamment des autres éléments du compte-courant et/ou de la balance des capitaux, pour que l'économie puisse produire chaque année suffisamment d'opportunités de travail pour la génération qui atteint l'âge de la population active. Il faut savoir aussi que la croissance, aussi souhaitable soit-elle pour améliorer le niveau de vie des citoyens, ne crée en elle-même pas d'emplois.

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.
Envoyer un Email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Chambre de Commerce
Franco-Libanaise
غرفة التجارة
الفرنسية - اللبنانية

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Farid Aractingi : La CCFL ambitionne d'être en synergie avec les autres acteurs de la coopération France-Liban

Avec un Conseil d'administration renouvelé pour un mandat de trois ans, la CCFL est gouvernée par des femmes et des hommes d'affaires, dont l'expérience, l'énergie et l'innovation sont fédérés au profit de projets inédits qui renforceront la coopération économique entre entreprises françaises et libanaises. Farid Aractingi, nouveau secrétaire-général, nous en parle.

La CCFL vient d'élire un nouveau Conseil d'administration, dont vous-même comme secrétaire-général. Quelle sera la mission de cette nouvelle équipe ?

L'Assemblée générale du 20 juin a effectivement élu un nouveau CA de 24 membres. En tant que nouveau secrétaire général, j'aide le président Gaby Tamer, réélu pour un second mandat de trois ans, à organiser le travail et gérer la Chambre au quotidien. Durant sa réunion de début août, le Conseil s'est donné l'objectif d'augmenter les synergies entre les différents acteurs qui interviennent sur le terrain de jeu économique France-Liban, afin d'optimiser leur efficacité au service de nos membres. Pour cela, il faut dresser une cartographie de ces différentes entités, comprendre leurs rôles et responsabilités, et identifier les sujets de coopération à court et moyen terme.

La CCFL, pour ceux qui ne la connaîtraient pas, est un outil essentiel au service de la coopération économique bilatérale, et une plateforme collaborative pour toute entreprise française désireuse de travailler au Liban, et vice-versa. Née au début des années 50 de la volonté de notre ambassadeur Ahmad Daouk de promouvoir la croissance économique du Liban, elle a évolué au fur et à mesure des présidences. Je souhaite évoquer ici l'immense figure de Jacques Saadé qui vient de nous quitter. Leader charismatique et véritable locomotive, il présida la CCFL pendant 28 ans, lui imprimant un rythme et une ambition inégalés : cela nous oblige aujourd'hui de poursuivre le chemin avec le même entrain, mais dans un contexte nouveau marqué par la volatilité économique, les nouvelles technologies, et le besoin de coopération.

Farid Aractingi, nouveau secrétaire-général de la CCFL.

De quoi la Chambre a-t-elle besoin pour accomplir au mieux sa mission de plateforme au service du renforcement de la coopération franco-libanaise ?

D'abord d'une gouvernance précise, confiante et transparente. Comme je l'avais exposé ici-même en décembre dernier, la gouvernance est d'abord un processus pour prendre les bonnes décisions et de la bonne manière. Nos 24 administrateurs sont tous légitimes et représentatifs, mais c'est une instance difficilement manœuvrable plus de deux fois par an. Nous avons donc opté pour un bureau qui se réunira six fois par an pour gouverner la CCFL. Il est formé de six membres : un président, Gaby Tamer, un vice-président, Mohamed Choucair, un trésorier, Shérine Audi, un secrétaire-général, et deux conseillers, Tanya Saadé et Hady Farah – selon le besoin, nous avons aussi prévu d'y inviter deux administrateurs supplémentaires.

Ensuite d'une compréhension fine de notre propre mission, dans le cadre foisonnant et parfois concurrentiel des acteurs de la coopération économique entre les deux pays. Je pense en particulier à Business France, au conseiller économique de l'ambassade du Liban à Paris, aux chambres de commerce en France et au Liban, dont la CCIABML et la CCI de Paris Ile-de-France, au MEREF basé à l'Ecole supérieure des affaires (ESA), à IDAL. Nous souhaitons simplifier le parcours client des entreprises françaises ou libanaises, et mieux remplir notre rôle en précisant et délimitant les missions et les priorités. Les maîtres mots sont synergie et complémentarité plutôt que duplication. Ainsi, nous pouvons avoir de brillantes idées mais grâce à la cartographie des différents acteurs, nous saurons mieux partager, coopérer, et éviter à la fois les duplications et les trous noirs.

Enfin, d'un outil moderne d'information à destination de nos membres, à travers Internet et les réseaux sociaux, pour répondre rapidement et de façon fiable aux sollicitations que nous recevons. La mise à niveau de notre site est une priorité.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة الفرنسية - اللبنانية

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Quelles sont les nouvelles activités envisagées par la chambre ?

Notre travail peut être structuré entre activités récurrentes et projets.

L'activité récurrente tourne autour d'informations techniques, financières et juridiques relatifs aux échanges commerciaux des entreprises. On peut y ajouter les demandes de stages ou de postes, essentiellement de jeunes Libanais. On devine que dans ce domaine, il nous sera nécessaire de coopérer avec des instances plus puissantes, comme celles citées dans ma précédente réponse.

Mais compte tenu de notre force de frappe volontairement frugale, nous allons gérer en mode projets certaines idées portées par un ou quelques administrateurs. Voici quelques exemples.

Nous avons baptisé le premier projet « Sodexo », du nom du leader mondial du facilities management et de la restauration collective : 75 millions de repas par jour, originaire de Marseille ! Notre objectif est d'inciter Sodexo à proposer périodiquement un menu majoritairement libanais, comme il y a des animations, souvent trimestrielles, italiennes, japonaises ou de Noël. Ce projet, porté par la Marseillaise du CA, Tanya Saadé, consiste à convaincre Sodexo, à sélectionner des chefs libanais pour former des formateurs chez Sodexo, qui à leur tour formeraient leurs propres cuisiniers, et à communiquer sur cette coopération économique et culturelle autour de l'art culinaire, véritable vecteur de dialogue des civilisations.

Le second projet est le Club des jeunes et ambitionne d'aider les jeunes, après l'obtention de leur baccalauréat ou dans leur parcours universitaire, à approfondir leur relation académique, culturelle et économique avec la France, afin de les aider à se professionnaliser plus rapidement et à former l'ossature d'une élite dont le Liban, trente ans après la fin de la guerre, a toujours besoin. Ce projet, porté par Nicolas Boukhater, vise prioritairement les 18-30 ans, et capitalise sur la création d'un lien à la fois utile et affectif, ainsi que sur une coopération forte avec France Alumni, les anciens des grandes écoles.

Le troisième projet consiste à mieux cibler les événements, qui sont toujours l'occasion d'une rencontre et d'un débat de grande qualité, mais dont l'assistance est parfois hétéroclite. Cela passera par un travail précis de marketing client, et sans doute par un sponsoring ajusté.

Le quatrième projet vise à une coopération plus étroite avec le Medef International afin d'accroître son intérêt pour la destination Liban. Nous souhaitons prendre appui sur la prochaine visite du Président Macron au Liban, et participer à la structuration de sa partie économique, tout en démystifiant le risque sécuritaire dont l'image empêche encore certains Français d'investir chez nous. Or, si l'insécurité s'est globalisée, malheureusement le problème réel du pays du Cèdre est d'abord celui des infrastructures défaillantes.

Enfin, j'ajouterai que la relation France-Liban, qui existe depuis 200 ans et à laquelle nous sommes fidèles, doit nous permettre d'envisager l'élargissement de nos compétences géographiques. Ceci est davantage une intuition qu'un projet déjà cadré, mais comment dans ce village global ne pas élargir la France à l'Europe et le Liban au Levant ? Nous avons la chance de réunir au sein du CA des femmes et des hommes d'affaires de très grande qualité et réussite, et cette intelligence autour de la table, nous souhaitons la mobiliser non seulement pour faire des affaires, mais aussi par fidélité à cette relation marquée par l'empathie, la solidarité et la robustesse depuis le début du 19e siècle et dont nous sommes fiers.

La langue française et la francophonie perdent du terrain dans notre pays et la langue des affaires reste l'anglais. Est-ce un frein aux activités de la CCFL ?

Dans le monde des affaires, la lingua franca est désormais le « Globish » (global English), cet outil de communication comportant 500 mots de vocabulaire qui permettent d'analyser un bilan et de prendre des décisions ponctuelles et rapides. Or tout un chacun maîtrise le Globish. Pour comprendre les nuances, animer une discussion et optimiser la décision, il faut parler une langue de culture : pour nous Libanais, c'est très souvent le français, ou en tout cas la francophonie, qui est davantage qu'un simple outil : un constituant de notre identité. Non seulement les élites, mais aussi de nombreux Libanais maîtrisent suffisamment bien la langue française et son génie pour pouvoir penser en français. Penser en français, c'est donc aller au-delà de la simple communication, vers des relations subtiles et profondes : c'est une langue à la fois de raison et de cœur. Une tendance se profile, au prétexte de vouloir maîtriser le « Globish », d'abandonner la francophonie, mais sans pour autant la remplacer par l'anglais des grands auteurs : le risque est donc grand de se retrouver sans logiciel cognitif solide. Or, ni la maîtrise du « Globish » n'est l'ennemie de la francophonie, ni la maîtrise de la francophonie ne signifie que nous serions mauvais en « Globish ». La CCFL peut donc être un ambassadeur de francophonie, d'abord pour faire des affaires, pragmatiquement et efficacement, et ensuite pour être des humains, plus holistiques et plus pertinents.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Progress and Status of the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) in Lebanon

To fulfill its commitment to the UN SDGs, the Council of Minsters has established in June 2017, a national committee to oversee and guide the roll-out of the SDGs in Lebanon. The committee is chaired by the prime minister and includes more than 50 state officials at DG level to ensure work continues regardless of political developments. The committee also includes civil society and the private sector representatives among which the Federation of Lebanese Chambers to raise awareness of and integrate the SDGs into national policies and programs; to build a national database to assess achievement towards the SDGs and to regularly review Lebanon progress using the Voluntary National Review VNR process.

Econews continues within serial of articles shedding lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs set by the UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Below is the progress and status of the SDG no. 2 "Zero Hunger' in Lebanon"

SDG 2
Zero Hunger

Lebanon does not have severe or chronic nutritional imbalances. The percentage of the population suffering from undernourishment10 was 5.4 percent in 2015, almost the same as a decade ago. Around 11 percent of Lebanese households are vulnerable to food insecurity. These are mainly in rural regions where the majority of displaced Syrians have settled. More food-insecure households are headed by women than men. The MoSA runs programs that address hunger and household nutrition, such as providing a free hot meal to the elderly and poor once a week through existing charities, and food vouchers provided by the NPTP.

Food availability in Lebanon is relatively secure and stable. The government's social assistance, sector strategies, and humanitarian organizations programs are working to further improve food security and sustainable agriculture. However, access to food by many poor households is restricted by its affordability. Lebanon imports 65 to 80 percent of its food, particularly staples like cereals and sugar. This makes it vulnerable to international food price shocks, which the government tries to offset by subsidizing wheat and bread.

In 2011 the agricultural sector constituted four percent of Lebanon's GDP and in 2009 employed six percent of the total labor force. Agriculture is the primary source of income and employment in rural areas, where the sector employs up to 25 percent of the labor force and makes up 80 percent of GDP in rural areas.

The Ministry of Agriculture 2015–2019 Strategy is based on principles of good governance. It aims to develop the agriculture sector by ensuring food security and food safety, reducing poverty and rural–urban migration, creating job opportunities, and increasing efficiency and sustainable use of natural resources. Its specific objectives are:

1. To provide safe and good quality food.
2. To improve the contribution of agriculture to the economic and social development of the country by raising agriculture's share of GDP from four to six percent and reducing the current agriculture trade deficit.
3. To promote the sustainable management of natural and genetic resources.

This is being implemented through eight courses of action, 30 components, and 104 area interventions.

The ministry's strategic objectives are supported by other initiatives, such as the IDAL Agri-Plus program that provides agricultural export subsidies to local producers and other incentives to enhance product quality and improve packaging, promotion and marketing. The Central Bank of Lebanon also subsidizes medium- and long-term agricultural loans and provides microfinance to enterprises with up to four workers. In addition, the Ministry of Economy and Trade subsidizes wheat and controls bread price and the Ministry of Finance subsidizes farmers planting tobacco.

حيثما ترون نزاعاً، نرى إتفاقاً

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة هو أول مركز من نوعه في لبنان يعنى بفض نزاعات التجارة والنقل والعقود المالية والإنشائية والمقاولات، محلّياً ودولياً، إمّا عن طريق الوساطة عبر وسطاء متخصّصين وإمّا عبر التحكيم تحت إشراف المجلس الأعلى للتحكيم. يعمل المركز منذ إنطلاقته في العام ١٩٩٥ بإستقلالية وسرية تامة وشفافية مطلقة وينظر في النزاعات المعروضة عليه نخبة من أصحاب الإختصاصات المهنية والقانونية اللبنانيين والدوليين.

For every dispute we find an alternative resolution

The Lebanese Arbitration and Mediation Center (LAMC) is the leading reference for settling local and international disputes related to trade, transport, finance, construction and contracting, either through mediation via specialized mediators or through arbitration under the supervision of the Supreme Court of Arbitration.
LAMC has been operating since 1995 in an independent, confidential and transparent manner, under the supervision of renown Lebanese and international jurists.

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة
LEBANESE ARBITRATION & MEDIATION CENTER

For more information please call: 1314 extensions 171 and 172 | **T/F:** + 961 1 349 616 | **e.mail:** lamc@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Dabboussi and Al Asmar signed a “national socio-economic charter»

In an unprecedented step indicating the transformation towards promoting partnership, dialogue and cooperation between production partners, a partnership agreement was signed between the Chamber of Tripoli and North Lebanon, represented by its Chairman Toufic Dabboussi and the General Union of Workers represented by its President, Dr. Bchara Al Asmar.

This agreement forms a national socio-economic charter. It is designed to face the challenges of the Lebanese economic and social life, thus opening the flour for dialogue with all economic bodies and leading to a balance between the aspirations of the labor force and the requirements of the employers.

In his welcoming speech, Chairman Dabboussi gave a brief overview of Tripoli’s basic features, facilities and potentials by means of its attractive strategic location and the major economic facilities it embraces, in addition to the distinctive role played by the Chamber towards the business community not only at the level of the North, but also at the national level. In this regard, he addressed the initiative of “Tripoli, economic capital of Lebanon», and the motives behind this initiative as well as the motives for its official accreditation at the national level.

He also pointed out to the Chamber’s numerous projects centered on the modern economy, including the Sustainable Development building, the Center for Knowledge Economy, the Industrial Development and Research Alimentary Center (IDRAC), the Olive Oil Tasting Center and the Honey Collection Center, in addition to other major

projects such as the project on lighting the streets of Tripoli using solar energy, which benefit the exhibition Rashid Karami, the port and the special economic zone, as well as the project of Beirut Tripoli highway of 40 minutes with no cost for the government according to a study prepared by a specialized company. “Through these major economic and development projects, we look forward to create an attractive business environment for all types of investments,” Dabboussi said.

He further explained that the official accreditation of the initiative “Tripoli, economic capital of Lebanon” and all of these options do not constitute a competitive element with the political and administrative capital of Beirut in any of their aspects, rather it affects the public finances of the Lebanese state, and concluded by saying, «I am very pleased to have signed with the General Union of Workers a partnership agreement to be partners in the production processus for the development of a socio-economic charter at the national level» .

For his part, President Bshara Al Asmar expressed his satisfaction to collaborate with the Chamber of Tripoli and North Lebanon as it corroborates the participation of the labor force in Lebanon in the production process,” adding that the use of foreign labor negatively affects the professional relations and calls for the best form of understanding in this field,

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

"because we are looking for actual guarantees for both the Lebanese labor force and the Lebanese industrial sector," he said.

He further commended the efforts of Chairman Dabboussi in the field of enhancing trade relations with Arab neighbouring countries with the signing of cooperation agreements with two Iraqi chambers of commerce. «We do believe that all projects launched by the Chamber of Tripoli and North Lebanon are beneficial and their economic return ensure success to the labor movement," hoping that this formula be extended to the rest of the chambers in Lebanon. "The partnership agreement we are signing today Is a prelude to a social contract that we are committed to. We also see in the dissemination of these good concepts a vital need for both economic and labor bodies,» he said.

Al Asmar concluded by expressing his deep appreciation for Dabboussi's vision for the development of the business community in the North, saying: "your aspiration to set up a socio-economic charter reflects the mentality of a responsible statesman".

Touring the Chamber's projects, Tripoli's port and Rashid Karami international exhibition center

President Al-Asmar and the accompanying delegation toured on the various projects of the Chamber, visited the port of Tripoli where it was an occasion to eyewitness rehabilitation works and modernization of port services as well as development of its logistical capabilities, and then moved to Rashid Karami exhibition center.

Among the most prominent concerns of the two parties:

-To emphasize moral values, professional conscience and human purpose as a platform for production, human development, and for promoting commitment to professional ethics.

-To establish the national identity of Lebanese workers through rehabilitation and development of personal abilities, interpersonal skills and good communication, so that "quality" is comprehensive and reveals Lebanon's message.

-Keeping pace with the developmental trends in the field of social justice and making it possible for all segments of society to get fair employment o pportunities.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LED project to increase employment opportunities in south Lebanon

The USAID-funded Lebanon Enterprise Development (LED) project, in partnership with Berytech Foundation and in cooperation with the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and the South was officially launched in South Lebanon on the 1st of August, with the aim of facilitating increased employment opportunities for Lebanese citizens.

Chairman of the Chamber Mohammad Saleh opened the ceremony in the presence of the representative of the US Agency for International Development (USAID) Douglas Griffith, President of the Trade Organization in Saida Ali Sharif, Deputy GM of Berytech Rami Boujawdeh, and a number of business representatives of various sectors in Saida and the South.

Chairman Saleh addressed the importance of the project and the support of USAID, underlining the role of the Chamber in the field of business development through the provision of support and guidance to SMEs in many economic sectors. "The Chamber has formed partnerships with international bodies supporting growth and economic development in the framework of providing technical support to workers in several productive sectors, mostly in the agriculture and industry sectors," he said, adding that these efforts were mainly focused on completing the infrastructure for the creation of a business development and incubation center in South Lebanon operated by business experts. "The project came to life as a result of the fruitful cooperation with the European Union within its program of integrated support for small and medium-sized enterprises in Lebanon," Saleh explained.

He also pointed out to cooperation and partnership with USAID in the past years, which included developing the industrial and agricultural sectors, especially the food and agricultural processing sector, where programs have been implemented to train and guide farmers on modern methods of growing alternative crops in the South, in addition to a center for the development of food industries and a laboratory equipped with state-of-the-art technologies, licensed and approved internationally and locally to provide the necessary tests for exporters and importers of food products The cooperation is being renewed today with USAID and Berytech to provide technical support to businesses according to their respective needs, help them identify and solve problems that hinder their growth, and enhance their ability to market their production and create jobs in the South. All of which are goals that the Chamber is aiming to achieve in Saida and the South."We hope that this cooperation will positively influence our economic and living conditions and the challenges we face as productive sectors, employers and workers," Saleh concluded.

Boujawdeh, on behalf of Berytech Foundation, talked about the project's specifications, while Ibrahim Al-Basha, Deputy GM of the LED project explained the project's three-year aim which is to increase employment opportunities and enable businesses to meet multiple challenges. "This project aims to create jobs by increasing competitiveness, enhancing the growth of Lebanese institutions, improving the environment, contributing to the development of businesses in Lebanon and communicating and disseminating the results of the project with the public and private sectors," he said.

Project in Brief

USAID's Lebanon Enterprise Development project helps enterprises expand their activities, increase sales, and create jobs. As the project fosters growth for Lebanese enterprises, these private sector firms will become more competitive, generate greater demand for their products and services, and will further expand their workforce as they grow.

Project's Goals

- Create jobs by increasing Lebanese client firms' competitiveness and enhancing their growth
- Improve Lebanon's business enabling environment
- Communicate results and project knowledge through outreach to the public and private sectors

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Promotion of business relations between India and South Lebanon

HE Sanjiv Arora and Mohammad Saleh.

In a move to strengthen economic relations between business men in South Lebanon and their Indian counterparts, the Ambassador of India to Lebanon, HE Sanjiv Arora discussed ways for enhancing business relations between the two countries during his visit to the Chamber of Saida and South Lebanon on 6 August, where he met Chairman of the Chamber, Mohammad Saleh and members of the board.

The visit was an opportunity for Sanjiv and Saleh to discuss the current economic relations between Lebanon and India and potential investments existing in both countries. Opinions were exchanged regarding best practices for closer cooperation between the Chamber and the embassy of India as to provide better services for businessmen and investors. Saleh took the opportunity to invite Lebanese exporters to expand their customer base by focusing on new markets, adding that this issue is best achieved through networking with all foreign diplomatic missions and economic organizations for the exchange of delegations and BtB meetings between Lebanese businessmen and their counterparts from India and other countries that are far away from regional conflicts and have recently achieved economic growth.

Introduction to Franchising at Saida & South Lebanon Chamber

On Thursday, August 9th, LED in collaboration with the Lebanese Franchise Association (LFA) and the Chamber of Saida & South Lebanon (CCIAS) organized a workshop on Franchising targeting companies and entrepreneurs from South Lebanon. More than 16 companies from different sectors attended the workshop to learn how franchising might help them to expand their business operations. This workshop also offered participating companies the chance to meet with LED business advisor in South Lebanon to discuss potential opportunities for collaboration.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

CCIAZ at the 7th Agricultural Exhibition in Baalbeck

In the framework of the 20th shopping and tourism festival in the Bekaa, the Seventh Agricultural exhibition was inaugurated in Baalbek under the patronage of the Minister of Agriculture in the caretaker government, Ghazi Zeaiter, represented by Amal Movement chief of office in the Bekaa, Moustafa Al-Fouani and MP Ali Al-Moqdad, and in the presence of Colonel Zaher Soma representing Commander of the Army General Joseph Aoun, Governor of Baalbek-Hermel Bashir Khoder, head of the Union of Baalbek Municipalities Nasri Othman, Mayor of Baalbek municipality General Hussein Al-Lakis, President of the Syndicate of Owners of Businesses in the Bekaa Mohamed Kanaan, President of the Society of Lebanese Artists for Painting and Sculpture Dima Raad and key figures in the economic and social fields.

Following the ribbon opening, the participants made a tour on the various sections and pavilions of the exhibition. Addressing the audience, Al-fouani described Baalbek as the city of the resistance, "where the sun does not sleep and the moon does not slumber," adding that the festival in Baalbek confirms the civilized face of Lebanon and thanking the organizers for the success of this great festival.

The Chamber of Zahle and Bekaa participated in this exhibition and was represented by the members of its Board of Directors: Said Al-Lakis, head of the Media Committee, Youssef Geha, CCIAZ Director-General, Eng. Fadi Abou Fayyad, head of the Agricultural Extension Department, and Ali Yaghi, head of the Office of the Chamber in Baalbek.

The services provided by the Chamber were presented through its booth, and included affiliation requirements, mutual fund benefits and various agricultural projects implemented by the Chamber in the Bekaa region as well as its laboratory services.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

1577
libanpost.com

RENEW YOUR MEMBERSHIP TO THE CHAMBER OF COMMERCE INDUSTRY & AGRICULTURE

[BEIRUT & MOUNT LEBANON]

AT LIBANPOST

LIBANPOST

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research reveal the following results:

• **GDP:** The economic growth rate achieved 2.5 % in 2017, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at USD 53.1 billion, compared with a growth rate of 1.9% and total output of USD 51.8 billion in 2016.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 3.17 % in June 2018 compared to December 2017; while the figure computed by the "Consulting and Research Institute" for the same period was 6.20% .

• **Balance of Payments:** In June 2018, the Deficit of the balance of payments reached USD 0.21 billion compared to a deficit of USD 1.12 billion in June 2017.

• **Trade Balance:** The trade deficit amounted to USD 8.04 billion till June 2018, compared to USD 8.31 billion till June2017. Exports increased by 7.7 %, while imports decreased by 1.7 %. This led to 3.3% decrease of the trade balance deficit.

• **Public Finance:** In February 2018, public expenditures increased by 40.3 % compared to February 2017, while revenues increased by 6.0%. Hence, the budget deficit increased by 411.8 %. Primary deficit reached USD 0.33 billion in February 2018, from a surplus that reached USD 0.33billion in February 2017. This was caused by the increase of total public revenues by 6.0%, while the debt's service rose by 8.5 % in addition to the increase of total public expenditures by 40.3 %,and the decrease of repayments of foreign debt principal by 1.5 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

-0.33 $ billion = 1.95$ billion – (2.82 $ billion – 0.50 $ billion – 0.02 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased by 7.1% over one year, from USD 76.14billion in February 2017 to USD US$ 82.9 billion in February 2018.

in billion US$

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015	2016	2017
10	Growth	2.80%	3.00%	4.80%	1.90%	1.90%	2.50%
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	50.00	50.90	51.80	53.09
		Jun.2017	Jun.2018	2014	2015	2016	2017
20.1	CPI - CAS	0.68%	3.17%	-0.71%	-3.40%	3.14%	5.01%
20.2	CPI - CRI	0.00%	6.20%	-1.66%	1.37%	-0.50%	2.36%
21	M1	6.78	7.61	5.50	6.00	6.73	7.07
22	M2	55.11	53.95	48.67	52.15	54.66	52.46
23	M3	137.84	141.24	117.64	123.62	132.75	138.34
24	M4	145.08	148.63	124.55	130.92	139.91	145.46
26	Banks Assets	208.09	234.52	175.64	186	204.24	219.78
27	Banks Deposits - Private Sector	167.67	172.05	147.63	151.53	162.44	168.61
28	Banks Loans - Private Sector	52.12	52.58	45.36	48.04	51.02	54.16
30	Balance of Payment	-1.12	-0.21	-1.41	-3.35	1.24	-0.16
31	Current Account	-6.01	-	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4
32	Balance of Trade	-8.31	-8.04	-17.18	-15.12	-15.73	-16.74
33	Imports	9.74	9.58	20.49	18.07	18.71	19.58
34	Exports	1.43	1.54	3.31	2.95	2.98	2.84
		2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	-	20%	20%
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	-	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	-	2.91 Mn	2.94 Mn
		Feb.2017	Feb.2018	2014	2015	2016	2017
51	State Budget Deficit	-0.17	-0.87	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75
52	Budget Revenues	1.84	1.95	10.88	9.58	9.92	11.62
53	Budget Expenditures	2.01	2.82	13.95	13.53	14.86	15.37
54	Public Debt	76.14	81.52	66.57	70.31	74.86	79.5
55	Debt Service	0.47	0.51	4.19	4.46	4.76	4.98
56	Total Primary	0.33	-0.33	1.31	0.72	0.02	1.42

** Estimates ** Till September 2017*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)
M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP
M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

LEBANESE TRAINING CENTER

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:

LEBANESE TRAINING CENTER

SELL ONLINE	September 22, 2018
DIFFERENT TYPES OF LETTER OF CREDIT	September24,25 & 26,2018
EMPOWERING EMPLOYEES EFFORTS E³ MOTIVATION & DELEGATION	September 28, 2018
COMMERCIAL AND TRANSPORT DOCUMENTS IN INTERNATIONAL TRADE FINANCE	October 2,2018
ART OF COMMUNICATION AT THE WORKPLACE	October 12,2018
شرح القانون رقم ٢٧ المنشور في الجريدة الرسمية بتاريخ ٢٠١٧/٣/١٠ المتعلق بافادة المضمونين المتقاعدين من تقديمات فرع ضمان المرض والامومة في الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي	October 17,2018
STRATEGIC RECRUITMENT, INTERVIEWING AND SELECTION	October 23,2018
واجبات صاحب العمل تجاه وزارة العمل	October 26,2018
HOW TO DO A BUSINESS PLAN	October 30,2018
FRAUD IN THE TRADE	November 1,2018
NEGOTIATION AND COMMUNICATION SKILLS IN SALES	November 9 & 10, 2018
SALES DEVELOPMENT PROGRAM	November 13,14 & 15, 2018
HR 3D	November 15, 2018
SALES TEAM COACHING	November 28,2018
HOW TO DO A MARKET PLAN	December 18 ,2018

For more information/registration:
01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc @ccib.org.lb
www.ltc.org.lb

TASDIER

USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Portal for International Export Requirements

TASDIER helps exporters to know more about market requirements'

Visit TASDIER portal to get updated about the latest market norms and standards and technical requirements for export.

www.cci-fed.org.lb/English/TASDIER

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

This Website is made possible by the support of the American people through the United States Agency for International Development (USAID).
The content of this website is the sole responsibility of the Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon and does not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

EXHIBITIONS

Indonesia Islamic Fair 2018
Industry: Islamic
Location: Indonesia
Date: 24 - 30 September 2018
Phone: 00628118102858
Fax: 00622178838429
Email: info@wamconsultant.com
Website: www. wamconsultant.com

Life Sciences Baltics 2018
Industry: Technology
Location: Lithuania
Date: 26 - 27 September 2018
Website: www.lsb2018.com

Africa Sourcing and Fashion Week
Industry: Fashion
Location: Ethiopia
Date: 28 September – 07 October 2018
Phone: 0049(0)6003826892
Fax: 0049(0)6003826893
Email: info@asfw-online.com
Website: www.asfw-online.com

Belarussian Transport Week/ Transport & Logistics/ Logistic Engineering/ Transport Infrastructure/ Etrance
Industry: Transport
Location: Republic of Belarus
Date: 02 – 04 October 2018
Phone: 00375 17 306 06 06
00375 17 203 33 86
Email: transport@tc.by
Website: www.tc.by

BELTEXINDUSTRY - 2018
Industry: Light
Location: Republic of Belarus
Date: 02 – 05 October 2018
Phone: 00375 17 334 26 78
Email: edu@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

EXPOSHOES
Industry: Shoes
Location: Republic of Belarus
Date: 02 – 05 October 2018
Phone: 00375 17 290 80 42
00375 17 204 79 97
Email: expolist@gmail.com
Website: www.exposhoes.by

Medicine & Health – 2018 / Beauty & Health
Industry: Medical equipment, Cosmetology and SPA
Location: Republic of Belarus
Date: 03 – 05 October 2018
Phone: 00375 17 226 90 84
00375 17 226 91 92
Email: minskexpo@solo.by
Website: www.minskexpo.com

7th Agro Food Exhibition/ 7th Health Exhibition/ 4th Iraq Style
Industry: Agro Food/ Health/ Fashion, Leather & Furniture
Location: Iraq
Date: 03 – 06 October 2018
Phone: 009647731379649 / 009647705282446
Email: Nawara.aldosri@gmail.com
pyramidsfaireg@gmail.com

12th Azerbaijan International Exhibition on Education
12th Azerbaijan International Exhibition on Career
Industry: Education / Career
Location: Azerbaijan
Venue: Baku Expo Center
Date: 04 – 06 October 2018
Phone: 00994124474774
Email: office@ceo.az

Furnex & the Home Exhibition
Industry: Furniture
Location: Egypt
Venue: Cairo International Convention & Exhibition Center
Date: 04 – 07 October 2018
Phone: 0020227947227 / 27954520
Fax: 0020227956104

8th Addis Build Exhibition
Industry: Advertising & Communication
Location: Ethiopia
Date: 08 – 17 October 2018
Phone: 00251930099152
Email: info@ethelplc.com

Energy Expo 2018/ Oil & Gas Technologies/ Atom Expo/ Water & Air Tecnologies/ Expo City/ Expo Light
Industry: Automated Control Systems, Technologies for Water & Air Supply, Purification & Conditioning Systems, Energy-Saving & Environmentally-Friendly Technologies, Architecture & urban Infrastructure, Lighting Systems.
Location: Republic of Belarus
Date: 09 – 12 October 2018
Phone: 00375 17 306 06 06 / 00375 17 203 33 86
Email: energy@tc.by
Website: www.tc.by

Expo Universe
Industry: Food
Location: Ukraine
Date: 10 – 11 October 2018
Phone: 0038(067)000-16-03
Email: Official@expo-universe.com
Website: https://expo-universe.com/exhibition-entrance/49/

Belarussian House / Aquaterm Expo
Industry: Architecture & Building Materials, Heating & Water Supply
Location: Republic of Belarus
Date: 11 – 13 October 2018
Phone: 00375 17 237 20 50 / 00375 17 293 33 02
Email: expoby@gmail.com / spinaok@tut.by
Website: www.exposystems.by

Motherhood & Childhood
Industry: Pregnancy, Children & Education
Location: Republic of Belarus
Date: 11 – 14 October 2018
Phone: 00375 17 314 34 30
Email: ivanova@expoforum.by
Website: www.expoforum.by

Syskevasia 2018
Industry: Packaging & Printing
Location: Greece
Date: 12 – 15 October 2018
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metroploitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

Kosmima
Industry: Jewelry, Clocks & Watches
Location: Greece
Date: 13 – 15 October 2018
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Designers & Brands
Industry: Fashion
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Hilton Beirut Habtoor Grand
Date: 15 – 17 October 2018
Phone: 00961 4 716417
Fax: 00961 4 716418
Email: info@lips-int.co
Website: www.lips-int.com

International Salon of Renewable Energy, Clean Energy and Sustainable Development
Industry: Renewable Energy, Water, Waste, Environment & Sustainable Development
Location: Algeria
Date: 15 – 17 October 2018
Email: dg@myriade.dz
Website: www.era.dz

HACE Exhibition
Industry: Hotel Supplies
Location: Egypt
Venue: Cairo International Convention & Exhibition Center
Date: 15 – 17 October 2018
Phone: 0020224050151 / 22619160
Fax: 0020224051909

Mint Lion
Industry: Advertising
Location: Republic of Belarus
Date: 16 – 18 October 2018
Phone: 00375 17 290 72 53 / 00375 17 290 72 55 / 00375 17 290 72 57
Email: mail@belinterexpo.by
Website: www.belinterexpo.by

Cult Household Goods/ Dentistry of Belarus
Industry: Goods for Cultural & Household, Equipment for Dental Surgeries & Laboratories
Location: Republic of Belarus
Date: 16 – 19 October 2018
Phone: 00375 17 399 55 83/ 00375 17 306 06 06 / 00375 17 203 33 86
Email: kbnt@belexpo.by / medica@tc.by
Website: www.belexpo.by / www.tc.by

Pearl Jubilee Show
Industry: Cats & Kittens
Location: Republic of Belarus
Date: 20 – 21 October 2018
Phone: 00375 44 779 40 08
Email: leksa777@tut.by

Exhibition: Trade and Investment Chinese Exhibition
Industry: Chinese Trade & Investment
Location: Egypt
Venue: Cairo International Convention & Exhibition Center
Date: 22 – 24 October 2018
Phone: 0020225169253

Worldbuild Baku/ Caspian Furniture/ Aqua Therm Baku/ Security Caspian
Industry: Construction/ Furniture/ Renewable Energy/ Security
Location: Azerbaijan
Venue: Baku Expo Center
Date: 23 – 26 October 2018
Phone: 00994124041000
Email: office@iteca.az

Prod Expo
Industry: Food, Confectionery & bakery products, Seafood, & Soft Drinks
Location: Republic of Belarus
Date: 23 – 26 October 2018
Phone: 00375 17 334 01 54
Email: prodexpo@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

Egytex 2018
Industry: Clothes & Furniture
Location: Egypt
Date: 28 – 30 October 2018
Phone: 0020222755958
Fax: 0020222755957

Car Service. Mechanics, Auto components 2018 / Road Construction 2018
Industry: Transport & Road Construction
Location: Republic of Belarus
Date: 30 October – 01 November 2018
Phone: 00375 17 226 90 84 / 00375 17 226 91 92
Email: minskexpo@solo.by
Website: www.minskexpo.com

Build Expo
Industry: Building Materials, Technologies & Equipment for Construction
Location: Republic of Belarus
Date: 30 October – 02 November 2018
Phone: 00375 17 286 78 54
Email: nataly@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

45th Edition "Baghdad International Exhibition"
Industry: Global
Location: Iraq
Date: 10 – 19 November 2018
Phone: 009647800728276
Email: Iraqfairs@gmail.com
Website: www.fairs.iq

LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

BUSINESS OPPORTUNITIES

Paradise Fruit
Activity: Fresh, Frozen, Dried product in certified organic quality/ Looking for importers
Location: Turkey
Phone: 0090 242 228 11 15
Email: gabriele@naturoil.com
Website: www.paradisefruit.istanbul

Zahit Aluminum
Activity: Aluminum/ Looking for importers
Location: Turkey
Phone: 00905327881074
Email: denizkozkun@gmail.com
Website: http://en.zahit.com.tr

Best Cheese
Activity: Dairy Products/ Looking for importers
Location: Egypt
Phone: 0020554412274

Misr Commerce
Activity: Real Estate/ Looking to work with agents
Location: Egypt
Phone: 00201005110809
Email: re.egypt@gmail.com

Power Health S.A.
Activity: Supplements from Natural Food/ Looking for importers
Location: Greece
Phone: 00302102821500
Fax: 00302102851122
Email: dtheocharopoulos@powerhealth.gr
Website: www. powerhealth.gr

Alumin Rolls
Activity: Roller Shutter Systems/ Looking for importers
Location: Greece
Phone: 0030241071480
Fax: 00302341075785
Email: kokkinos@aluminrolls.gr
Website: www.aluminrolls.gr

Vineg Agrochemical Technology S.L,
Activity: Fertilizers/ Looking for partners
Location: Spain
Phone: 0034960648711
Email: sales@vineg.es
Website: www.vineg.es

Fresh From Uganda
Activity: Powdered Ginger,Turmeric & Essential Oil extracts/ Looking for importers
Location: Uganda
Phone: 00256-755-200001
Email: albert@freshfromuganda.com / cs@freshfromuganda.com
Website: https://web.facebook.com/pg/freshfromuganda/photos/?tab=album&album_id=1540782205933581

Detal Holding
Activity: Aluminum / Looking for importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994124978359
Email: office@detalholding.az
Website: www.detalholding.az

Karat Holding
Activity: Agro Industrial/ Looking for importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994123427700
Email: info@karmen.az
Website: www.karmen.az

Multimex Kft.
Activity: Advanced Costumer Service Solutions/ Looking to work with agents
Location: Budapest - Hungary
Phone: 0036 1 204 4443
Email: Mr. Sándor Juhász, CEO juhaszs@multimex.hu
Website: www.multimex.hu

Denti System Kft.
Activity: Dental Implants/ Looking for importers
Location: Budapest - Hungary
Phone: Ms. Nóra Vajdovich, 0036 30 902 8449
Email: vajdovichn@dentisystem.hu
Website: www.dentisystem.com

Unimed
Activity: Pharmaceutical/ Looking for importers
Location: India
Phone: 00912228501771
Email: unimed@unimed.co.in
Website: www.unimed.co.in

BDN International
Activity: Charcoal & Live Cattle
Location: Brazil
Phone: 0055 61 9 9655 0032
Email: guto@bdninvestimentos.com.br
Website: www.bdntrade.com

CONFERENCES

Women, Water & Youth: Perspectives from the MENA Region
Scope: Arab International Women's Forum & The Center for Mediterranean Integration
Location: Jordan
Date: 26 - 27 September 2018
Email: znahas@worldbank.org
Website: https://womenwateryouth.eventbrite.com

The 10th Austrian-Arab Economic Forum
Scope: Economy
Location: Austria
Date: 01 October 2018
Phone: 0043(0)151339650
Fax: 0043(0)15138559
Email: headoffice@aacc.at
Website: www.aacc.at

Rebuild Syria
Scope: Construction
Location: Damascus – Syria
Date: 02 – 06 October 2018
Phone: 00963113320096 / 3320085
Fax: 00963113321119
Email: info@re-buildsyria.com
Website: www.re-buildsyria.com

Women Entrepreneurs' Forum
Scope: Women Empowerment in the Mediterranean Region
Date: 09 – 11 October 2018
Location: Lisbon – Portugal
Phone: 0034935214138
Email: womenbusinessforum@ufmsecretariat.or
Website: www.ufmsecretariat.org

XXIII Belarussian Energy & Environmental Forum/ XXIII Belarusian Energy & Environmental Congress
Scope: Energy
Date: 09 – 12 October 2018
Location: Republic of Belarus
Email: energy@tc.by
Website: www.tc.b

Arab – Italian Business Forum
Scope: Global
Location: Roma – Italy
Date: 17 October 2018
Email: businessforum@jiac.it
Website: https://forum.jiac.it/register/

The 4th Egyptian-Lebanese Business Forum
Scope: Global
Date: 18 - 19 October 2018
Location: Beirut – Lebanon
Venue: Mövenpick Hotel
Phone: 00961 1 780200
Email: dima.raidy@iktissad.com
Website: https://www.iktissadevents.com/events/ELBF/4

Artisanat African, Exigences du Marché et Dévéloppement Technologique
Scope: Artisan
Date: 26 October – 04 November 2018
Location: Burkina Faso – Africa
Phone: 0022625373256/57
Website: www.siao.bf

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان